

RETOUR DE MOSCOU par Yves FARGE

8^e ANNÉE — N° 376

SEMAINE DU 13 AU 19 DECEMBRE 1951

30 francs (Belgique : 6 francs)

ACTION

Directeur politique : Yves FARGE

Rédacteur en chef : Pierre HERVÉ

Wilhelm Elfes : LETTRE A UN DEMOCRATE-CHRETIEN

Cher ami,

Le temps s'enfuit comme le vent et peut-être n'attendez-vous plus une réponse de moi. Mais je dois répondre au moins au dernier paragraphe de votre lettre si aimable. Je vous le dois, semble-t-il, comme je le faisais.

A vous, à cause des sentiments que vous m'exprimez, et à moi, parce que je dois m'expliquer avec vous et avec d'autres amis.

« Je regrette, dites-vous, que votre nom se trouve parmi ceux de personnalités, qui exigent en Allemagne un référendum inspiré par les communistes et utile aux communistes. » Et vous me plaignez de « ne pas reconnaître la nécessité d'un non catégorique en face du communisme totalitaire ».

L'ABORD

Autant que je saache, c'est le pasteur Niemoller, qui, le premier, a eu l'idée d'un référendum sur le réarmement allemand. En l'occasion, le pasteur Niemoller revendiquait d'ailleurs ses « droits d'auteur ». Il estime que l'existence et l'évolution de l'Allemagne sont à tel point conditionnées par le réarmement, que personne n'a le droit de le promouvoir, avant que le peuple ait eu la possibilité de se prononcer pour ou contre, lui. Cela, d'autant plus que la loi fondamentale de la République Fédérale ne prévoit pas le référendum.

Moi, je suis de l'avis du pasteur Niemoller et je ne doute pas que tous les démocrates pensent de la même façon.

Si la plupart des démocrates responsables ont omis ou refusé de prendre effectivement l'affaire en main, s'ils ne font pas en temps voulu ce qu'il est indispensable de faire, ils n'ont pas le droit de se plaindre, quand d'autres mains s'emparent de la bonne cause.

Le référendum sur le réarmement répond aux exigences sérieuses d'un peuple, qui éprouve une grande inquiétude pour son avenir. C'est seulement dans la mesure où les autres partis refusent de prendre part au référendum, que celui-ci peut dévenir la cause du Parti Communiste seul. Pour justement éviter qu'il en soit ainsi, j'ai signé un appel, qui porte par ailleurs les signatures de beaucoup d'hommes et de femmes, qui ne veulent rien avoir de commun avec le Parti Communiste alle-

mand. On n'a pas le droit de blâmer ces hommes et ces femmes ; il faut au contraire les féliciter de témoigner par leur signature qu'il s'agit, non de l'affaire d'un seul parti, mais de celle du peuple entier.

ENSUITE

Mon « non » catégorique au communisme totalitaire vous manque.

Je vous prie, cher ami, d'accorder à l'accusé le bénéfice de circonstances atténuantes. Comprenez-moi bien, je ne suis pas communiste, mais pendant toute ma vie, j'ai été en contact avec des communistes. Avec d'autres gens aussi, bien entendu, mais avec des communistes aussi.

Ils ne se sont pas toujours donné ce nom, mais ils l'étaient : ils se trouvaient du « côté de l'ombre de la vie », des tourments, des déçus, des aigris. C'étaient des parias, qui avaient eu toujours la réputation d'être une menace pour l'ordre bourgeois.

Avec eux, j'ai grandi à l'opposé de l'école. A côté d'eux, j'ai travaillé à l'usine. J'ai été chômeur comme eux (à Hambourg, quand le secours de chômage n'existe pas encore).

Lorsque les princes allemands furent « principièrement » démontagés, je protestai avec eux. Lorsque les séparatistes attaquèrent notre Hôtel de Ville, nous l'avons ensemble vaillamment défendu (tandis que les bourgeois « honnêtes », qui ne savaient sur quel pied danser, se demandaient : « Sommes-nous pour ? Sommes-nous contre ? »)

Nous publions, cette semaine, une émouvante lettre de Wilhelm Elfes que nos lecteurs connaissent déjà, puisque dans notre numéro 358 (10 octobre), ils ont lu les lettres adressées par lui au chancelier Adenauer.

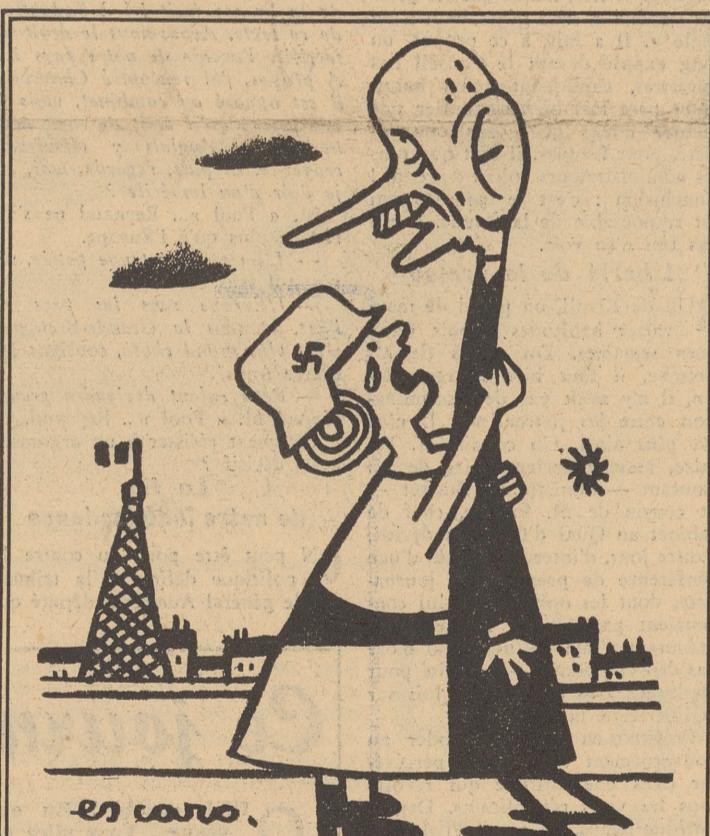
Wilhelm Elfes, rappellez-le, a été dans l'entre-deux-guerres, un des dirigeants les plus connus des ouvriers catholiques allemands. Après la victoire alliée, il adhéra au C.D.U. (le parti d'Adenauer) et devint bourgmestre de München - Gladbach.

Récemment exclu du C.D.U. (voir l'article paru dans notre numéro 374 du 29 novembre), Wilhelm Elfes était présent à Strasbourg à la rencontre franco-allemande pour la paix, dont Michel Bruguier a rendu compte dans notre dernier nu-

mero. « Nous n'étions pas communistes, mais nous composons avec les communistes », se récriait l'autre jour un beau monsieur tout indigne. « Certainement, lui ai-je répondu, mais ces communistes « composent », eux aussi, avec moi. Les risques sont partagés. Et, puisque le fascisme est de nouveau admis officiellement chez nous et puisque le chef du C.D.U. n'hésite pas à recevoir « en amis » les anciens généraux d'Hitler et à les réintroduire ainsi dans la politique, je ne crois pas devoir personnellement éprouver des scrupules à reprendre contact étroitement avec les hommes qui, aux temps nazis, ont vécu dans les catacombes ou peuplé les prisons et les camps de concentration allemands. » Le monsieur indiqué était devenu pensif...

Voyez-vous, cher ami, je n'ai nullement l'intention de vendre

(SUITE EN PAGE 3)



LES DEUX ALLEMAGNE À PARIS

— Dis-moi que je suis la seule !

L'aventure a commencé

Il faut attacher une très grande importance à tout ce qui se passe dans ce monde occidental qui se disloque.

Que M. Churchill ait pris la précaution devant son opinion publique d'annoncer qu'il serait contraint de réduire son budget d'armement, voilà qui est symptomatique et même réconfortant pour M. Aneurin Bevan. Que le parlement néerlandais ait convenu qu'il ne pourra pas ratifier avant 1952 le projet d'armée européenne, voilà qui doit consterner l'impatien général Eisenhower. Dès l'instant où N. van Zeeland déclare que l'armée européenne « doit être basée sur des unités nationales », il est aisé de comprendre que dans l'esprit de nos voisins belges, l'armée européenne est condamnée.

Le New-York Times ne s'y trompe pas qui conseille aux généraux américains d'enjamber les partenaires atlantiques en se « rabattant » sur la solution qui consiste à créer directement des contingents allemands.

Dès lors, la France court le risque de rester seule, toute seule, devant une Allemagne de Bonn réarmée, avec une économie dégradée et en présence d'une Ruhrl et d'une Rhénanie opposant à notre faible production ce qui sera tout à l'heure ses 18 millions de tonnes d'acier annuelles.

A quoi sert de se tourner vers un gouvernement qui est le plus asservi des gouvernements ?

C'est au peuple français qu'il faut s'adresser, c'est vers tous les peuples d'Europe qui s'opposent au réarmement de l'Allemagne qu'il faut tendre la main. Le temps presse.

Y. F.

DANS ce temps de la maturité, entre quarante et cinquante ans, on s'aperçoit soudain que ce qui paraissait à l'extrême avant-garde de l'art, de la littérature et de la pensée, vingt ans plus tôt, est devenu conformisme et académisme. Ainsi du surréalisme, qui reçoit aujourd'hui le prix Goncourt, qui inspire les vitrines de Noël des grands magasins, et dont les expositions de peinture sont inaugureres par des ambassadeurs. J'imagine que pour les jeunes gens qui ont maintenant vingt ans, et qui ont dû inventer autre chose, les œuvres de M. André Breton, qu'en dit le pape du surréalisme, et dont je n'ai jamais rien lu, paraissent aussi insupportables, démodées et illisibles, que l'étaient pour nous, jadis, la poésie de Sully Prudhomme.

Quand j'étais étudiant en droit, je n'ai que vaguement entendu parler du surréalisme. Je me rappelle pourtant le nom de M. Salvador Dalí. D'abord parce qu'en de mes camarades, qui s'intéressaient à ces questions, m'avait montré la photographie d'une de ses peintures, un Christ en croix extraordinairement surréal et, disons-le tout net, pornographique ; cela m'avait tout simplement amusé, comme force d'étudiant, et aussi parce que j'étais déjà militaire de la Libre Pensée, avec l'ardor et l'humeur qu'on y met à cet âge.

Plus tard, vers 1938, j'avais lu le nom de cet artiste dans un écho d'un hebdomadaire ; on racontait qu'il avait beaucoup de succès en Amérique, que l'ambassadeur de France lui avait commandé son portrait, et qu'en de ses amis surréalistes, jaloux de ses succès, disait de lui : « Il ne s'appelle plus Salvador Dalí, mais Avide de Dollars ». Je donne cet « à peu près », qui m'avait amusé, pour ce qu'il va suivre.

Je viens d'entendre la voix de M. Avide de Dollars. C'était l'autre matin, au cours d'une émission

de la B.B.C. Il expliquait au journaliste qui l'interviewait, à l'occasion du vernissage très officiel d'une de ses œuvres, à Londres, que si, pendant longtemps, il n'était venu les moustaches et s'était coiffé de huit-reflets en cristal, et que je ne sais plus quelles autres garnitures complaisamment énumérées, ce n'était que par ascèse converti (à la vraie religion) et il ne peut plus que toutes les Vierges à l'enfant, comme toutes les grands peintres de toutes les époques.

Il continuait par l'éxaltation de l'âge atomique, grâce auquel j'ai mal compris pourquoi, l'humanité allait entrer dans une nouvelle ère de mysticisme chrétien.

Il termina en invitant patiemment Picasso à fuir la France contaminée par le bolchévisme, et à vite rentrer en Espagne, où Franco était prêt à l'accueillir les bras ouverts.

Bah ! pensais-je, ce n'est qu'un petit arriviste qui, comme tant d'autres, suit la carrière classique, qui va de l'extrême droite.

Mais il parlait que c'est beaucoup plus sérieux que cela. C'est

notre surréaliste qui vient de me l'expliquer.

Car notre petite ville aussi possède son surréaliste. Il n'est plus préfet, sous-préfet, voire chef-lieu de canton de France qui ne possède son surréaliste. Cela se vit en particulier parmi les universitaires, les jeunes notaires et les officiers supérieurs de gendarmerie. (Il paraît, d'ailleurs, que M. André Breton est fils d'un gendarme.)

Notre surréaliste est le fils de M. Bernard, cet industriel dont je vous ai plusieurs fois parlé, et qui émigra au Maroc, parce qu'il fut persuadé que la France, comme la Corse, est destinée à devenir promptement une « terre brûlée ». Notre surréaliste vit la plupart du temps à Paris ou à Londres, et son papa est bien content d'avoir un fils aussi intelligent et qui écrit des choses auquel il ne comprend rien.

Dimanche donc, j'ai pris l'apéritif avec notre surréaliste, et je lui ai parlé en rigolant de la conversion de M. Avide de Dollars,

— Cette réalité entièrement diverse et invariable par nature... Le savant, arrêté sur la rive de cet immense torrent, trouve le repos dans ce cri de vérité, par lequel Dieu se définit lui-même : « Je suis celui qui suis. »

— Cette réalité entièrement

diverse et invariable par nature, me dit le fils Bernard, c'est ce que nous appelons la surréalité.

PAGE 3

L'AFFAIRE PLATOW ET QUELQUES AUTRES

PAGE 6

UNE INTERVIEW DE MESSALI HADJ

PAGE 5

AVEC LES DELEGUES LATINO-AMERIQUAINS A L'ONU

La persécution des nègres aux USA

22 ET 23 DECEMBRE 1951 A PARIS : ASSISES NATIONALES pour le DESARMEMENT ET LA PAIX

L'Europe rétrécit

« Organisant, avec la précision des utopistes, le détail méticuleux de son rêve, il s'enivre d'un mot qui lui semble contenir tous les espoirs, le mot européen : tribunal européen, force européenne, république européenne... »

Pauvre abbé de Saint-Pierre, dont Paul Hazard conte ainsi la mésaventure dans la « Crise de la conscience européenne », après avoir relaté les échecs non moins retentissants du « grand européen » que fut Leibniz, dont les thèses politiques semblent apparemment vouées au même sort que les idées philosophiques ! Pourquoi faut-il que le malheur des Européens d'hier poursuive encore ceux d'aujourd'hui ?

ALBION, L'UNIQUE OBJET DU RESENTIMENT

En démissionnant, mardi dernier, de la présidence de l'Assemblée de l'Europe, M. P.-H. Spaak a voulu dénoncer avec éclat l'obstruction britannique à la formation d'une fédération politique européenne dont la Grande-Bretagne aurait fait partie. P.-H. Spaak a affirmé que « chacun des bonnes raisons pour ne pas faire l'Europe. Certains Allemands attendent l'unification de leur pays ; certains Belges que la Grande-Bretagne soit elle aussi d'accord ; certains Français craignent d'en être réduits à un dialogue franco-allemand... »

On ne pouvait mieux souligner les contradictions qui se font de plus en plus vives au sein d'une Europe dont la Mutual Security Act — Loi de Sécurité Mutualisée — signée le 10 octobre, par le président Truman, stipule cependant dans son article 101 du titre premier : « ...l'unification économique et la fédération politique... ». On conçoit l'ameretude du leader socialiste belge : il s'était fait le champion de cette unification économique et politique européenne dont le Congrès a fait une loi ; il avait été choyé et fêté, lors d'un récent voyage aux Etats-Unis, à ce titre de champion, comme un des partisans les plus clairvoyants et les plus dévoués du système Atlantique ; récemment, une mission de parlementaires américains s'était complue, à Strasbourg, à la félicité et à l'encouragement, lui et ses amis « européens », des travaux du Conseil de l'Europe. M. Churchill a dit non, entre deux cigares : l'Europe se meurt, l'Europe est morte.

annoncé que les forces britanniques n'intégreraient pas l'armée européenne. Trois jours après, sir David Maxwell-Fyfe a annoncé que la Grande-Bretagne n'intégrera pas l'Europe politique. Les pays scandinaves avaient déjà signalé qu'il ne fallait pas compter sur eux ni pour l'une ni pour l'autre. Après la prise de position aussi tranchante des Britanniques, les nations du Benelux manifestent soudain des réticences dont on sait qu'elles vont se transformer rapidement en objections insurmontables : si Bruxelles, ni La Haye ne peuvent s'aligner le soutien de Londres qui, seule, peut les protéger quelque peu d'une Allemagne retrouvant

sa puissance économique et politique.

Restent la France, l'Italie et l'Allemagne occidentale. Les orateurs de toutes tendances ont affirmé dans la capitale alsacienne qu'il serait impossible et surtout dangereux de faire l'Europe avec ces trois pays. Le dialogue franco-allemand devant nécessairement être néfaste à la nation française. En outre, ont-ils ajouté, une Europe ainsi réduite serait non un adjuvant, mais un obstacle au fonctionnement du système atlantique.

A Washington, les milieux officiels se montrent « highly disappointed », « vraiment très déçus », de l'échec du conseil de l'Europe, et annoncent qu'à propos d'une telle affaire, le congrès n'acceptera jamais de crédits pour les nations européennes, si peu dignes de confiance. Tout est remis en question, précisent les chefs de file du congrès.

Il faut dire qu'à Rome, l'accouchement atlantique se présente assez mal. Le traumatisme de Strasbourg n'arrange rien.

(1) Voir l'article consacré à ce discours en page 3.

LES BASES CONSTRUITES EN NORVÈGE SONT DES BASES ATLANTIQUES

ORS d'une récente réunion à Bergen de la Société d'assistance à la marine militaire, le vice-amiral norvégien Horve a répondu à quelques questions posées au sujet des bases militaires préparées pour les forces armées anglo-américaines.

A la question : « Prévoit-on l'occupation, par des forces norvégiennes, des aérodromes, bases navales et installations militaires diverses qu'on construit en Norvège, ou bien à-ton en vue leur occupation par des forces anglo-américaines ? », le vice-amiral répond : « Les aérodromes et ports militaires qu'on construit en Norvège, de même que le programme de l'industrie de guerre, sont destinés à être utilisés par de gros contingents des forces armées des pays du Pacte atlantique. C'est une conséquence de nos obligations comme pays membre du Pacte.

A la question : « Des forces armées étrangères peuvent-elles, dès le temps de paix, occuper les bases navales et aériennes ? » Horve répond : « Ultimelement, cette possibilité n'est pas exclue en principe.

A une troisième question : « Les explications du vice-amiral Horve ne sont-elles pas en contradiction avec les déclarations officielles du gouvernement norvégien en réponse au gouvernement soviétique ? » Horve répond : « La Norvège n'est pas une exception. Ce qu'on fait dans ce domaine, en Norvège, ne diffère pas de ce qu'on fait en Grande-Bretagne, en France et dans d'autres pays du Pacte atlantique. Les diplomates trouveront, sans aucun doute, le moyen de justifier une telle politique de la Norvège.

Le vice-amiral Horve a en somme éclairé la politique actuelle du gouvernement norvégien dans la question des bases.



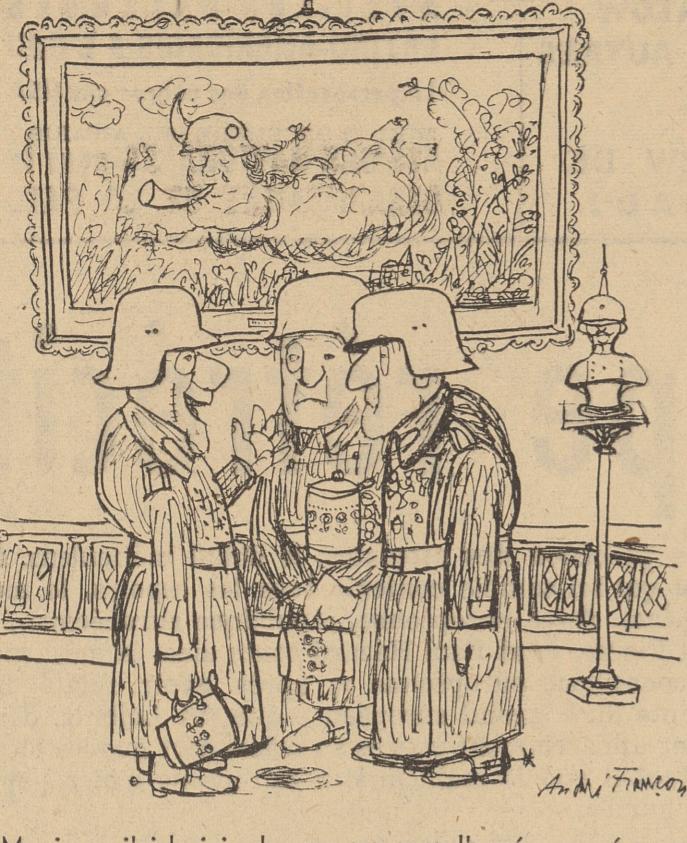
Le Pape, par les mêmes voies nulles, rejoignit Salvador Dalí. Aussi bien le surréalisme est-il seul à pouvoir rendre compte d'un dogme tel que l'Assomption corporelle de la Vierge...

— Pie XII, demanda-t-il, sait-il qu'il est surréaliste ?

— Pas encore, me répondit le fils Bernard. Mais le monde libre tout entier commence à comprendre qu'il n'y a de salut pour lui que dans la synthèse du catholicisme et du surréalisme.

C'est ainsi que nous traversons des soutiens qui a fait maintenir dans certains milieux britanniques quasi officiels

UNE CONFiance RELATIVE



Messieurs, j'ai la joie de vous annoncer: l'armée européenne, c'est nous.

Trop de voix

MARDI dernier, à l'issue du vote de confiance, M. René Plevén disait :

— I'ai obtenu trop de voix, c'est donc que je n'en ai plus pour longtemps.

Cette déclaration n'est pas paradoxe, tant s'en faut. Il est d'usage, en effet, de voter la confiance lorsque l'on désire faire partie de la prochaine majorité. Cette fois, les socialistes avaient une occasion unique.

Le « pool », c'est du gâteau, disait M. Naegelen.

Et, avec ses amis, il vota la confiance.

Il n'y eut pas besoin, cette fois, de faire appel aux techniques du ministre de l'Intérieur; le vote était acquis d'avance. On savait que M. Plevén s'en tirerait bien, grâce au concours de divers « modérés », dont M. Paul Reynaud.

Dans les couloirs, M. Plevén rencontra M. Naegelen.

Alors, lui dit-il, vous êtes avec les communistes, contre le « pool » ?

— Dites plutôt que je suis d'accord avec les Anglais, répliqua M. Naegelen.

Le Président vigilant

GRACE à la radio et au téléphonie, M. Vincent Auriol put suivre, minute par minute, les débats sur le vote de confiance. Il était très surexcité. A 18 heures, il convoya un de nos amis.

Alors, interrogé : où en sommes-nous ? Etes-vous sûr que Plevén aura la confiance ? Le refus du « pool » sera désastreux. Nous serions jamais comparés des Américains, que deviendrions-nous ?

— Ne vous inquiétez pas, la confiance sera votée, répliqua le journaliste.

Et il ajouta :

Nos députés ont conscience de la gravité de l'heure. Ils sont reconnaissants, dans leurs conversations privées, que le « pool » est une catastrophe... mais il le votent quand même.

L'essentiel n'est-il pas de « faire l'Europe » ?

Nos députés ont conscience de la gravité de l'heure. Ils sont reconnaissants, dans leurs conversations privées, que le « pool » est une catastrophe... mais il le votent quand même.

L'essentiel n'est-il pas de « faire l'Europe » ?

Depuis mardi, on ne l'appelle plus que « pool ». Reynaud. Car le « pool », c'est son affaire à lui. Il faut le voir, dans les couloirs intérieurs vendre sa salade aux députés qui le suivent :

— Ab ! mes amis, si vous savez que nous arriverons si nous re

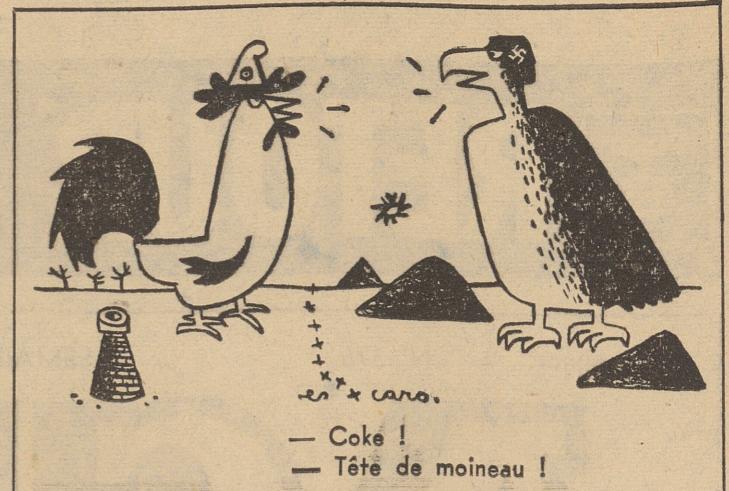
siège à l'extrême-droite. On ne peut nier que M. Aumeran a fort bien traduit l'angoisse de nombreux Français. On nous assure qu'il n'a jamais reçu un courrier aussi abondant. Des centaines de Français lui ont écrit pour lui dire qu'ils soutenaient sa position d'hostilité au « combinat » du charbon et de l'acier.

Nous avons interrogé des dizaines et des dizaines de parlementaires de la majorité. Presque tous nous ont dit qu'ils voteront le plan Schuman pour des raisons d'opportunité. Ils ont avoué que ce plan présentait de grands dangers.

Que penser de M. Guy Desson, député socialiste, qui, pendant trente minutes, des sanglots dans la voix, a dénoncé les risques du plan (notamment le déplacement massif d'ouvriers) pour dire, en définitive, qu'il apporterait sa voix au gouvernement ?

— Coke !

— Tête de moineau !



ON NE VOUS A PAS DIT QUE...

M. Georges Bidault et le Pape

M. Georges Bidault ne s'est pas, à Rome, occupé seulement du N.A.T.O., c'est-à-dire de la conférence de l'armée européenne. Il a eu avec le saint-père un très long échange de vues. Pourquoi n'en parle-t-il pas ? Pourquoi a-t-il pris soin de mettre tout en œuvre pour que les journaux ne sachent rien de cette rencontre ?

C'est que M. Georges Bidault est très inquiet. Il a constaté que le pape professait un souverain mépris à l'égard de la hiérarchie française. En revanche, Pie XII n'a pas caché que son nonce en Allemagne, le cardinal Munch, avait fait d'excellents travaux.

Tous les évêques allemands se sont mobilisés pour le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest.

Voilà qui est plus sérieux que les tempérances, les atermoiements de l'évêque français.

Le pape a fait sentir à M. Georges Bidault que les catholiques français avaient encore beaucoup à apprendre.

Mais le saint-père se devait de consoler M. Georges Bidault, car après avoir parlé de cette pauvre Europe, qui ne méritait pas tant de calamités, on parla de la France et de l'habileté politique des hommes qui la gouvernent.

Chez vous, dit le saint-père, vous avez séparé les socialistes des communistes. En Italie, de Gasperi n'a même pas été capable de dresser Nenni contre Tolotti.

M. Georges Bidault devint rouge, rouge de fierté.

Nous disons bien que de nombreux députés voient le plan Schuman alors même qu'ils ne reconnaissent les dangers. La France indépendante, journal de M. Duchet, ministre des P.T.T., vient de confirmer que le « pool » était surtout l'affaire des Américains, lorsqu'il a publié ces lignes :

Dans une conjonction où les Américains se montrent de plus en plus renfrognés à notre égard, un vote pro-« pool » paraîtra de nature à compenser les déceptions de Rome et de Strasbourg.

Ainsi, c'est pour que les Américains ne soient plus « renfrognés à notre égard » que des députés français livrent nos industries du charbon et de l'acier à un combinat étranger.

— Lorsqu'il s'agira de sanctionner les recettes budgétaires, le climat, immuablement, sera beaucoup plus échauffé, et, si les positions actuelles des groupes sont maintenues, il est certain que le gouvernement ne sortira pas indemne de l'épreuve de la question de confiance.

■ M. Jacques Genton, député R.G.R. et vice-président de la Commission de l'Intérieur, voudrait sauver le gouvernement en restreignant les droits du parlement. Il affirme que pour tout arranger il suffirait d'élargir la compétence des commissions, de donner autorité à leurs travaux, en réglementant les débats de l'Assemblée de « manière stricte », pour qu'un peu d'effacement succède à la confiance.

■ M. Guillaume a reçu une délégation de Français, qui lui a fait part de son inquiétude devant l'envahissement du Maroc par les Américains. Depuis le début du mois, plus de dix mille Américains « civils » sont arrivés au Maroc.

■ Le conflit entre le comité directeur de la S.F.I.O. et le groupe parlementaire de ce parti n'est pas encore apaisé.

M. Guy Mollet envisage de convoquer un congrès extraordinaire pour régler cette question.

■ M. René Mayer va inventer le « timbre fiscal » pour éviter la fraude. Que n'importe pas un timbre spécial destiné à contrôler la délivrance des licences d'exploitation ? On pourrait savoir ainsi dans quelles conditions sont accordées des licences à des exportateurs privilégiés. Pourquoi ne pas publier les noms des bénéficiaires des licences ?

■ Tout confirme que l'on s'orientera vers une réglementation du marché de l'or. Les conversations, en ce sens, sont déjà engagées, mais, toutes les formules envisagées favorisant les trafiquants, le ministère intéressé préfère attendre un peu.

■ Le général de Lattre dément... Il affirme qu'il n'a pas l'intention de quitter l'Indochine. Dans les milieux touchant de près l'état-major, on laisse toutefois entendre que le général de Lattre sera nommé à d'importantes fonctions militaires avant deux mois.

■ Est-il exact qu'un général allemand, qui fit beaucoup parler de lui sous le régime hitlérien, viendra à Paris prochainement, pour y rencontrer le général Eisenhower ?

■ Mardi, évoquant la démission de M. Spaak, président de l'Assemblée de Strasbourg, M. Paul Reynaud disait :

— Aucune aide extérieure ne

pourra être attendue au titre de recettes fiscales nouvelles, celles que nous pourrons recevoir étant consacrées à l'armement. Il n'est peut-être pas impossible que les circonstances actuelles amènent les Etats-Unis à reconsiderer leur attitude...

■ Ne dit-on pas que des personnes américaines suggèrent que la France finance la totalité de son réarmement ?

■ M. Bidault ne cessera de répéter que son accord avec Farhat Hached : « Récupérez-en fait la notion de protectorat, telle qu'elle existe en droit ».

Somme toute, la mystification est totale : le ministère tunisien réclame un protectorat sur la Tunisie ; le gouvernement français également.

■ M. Salah Ben Youssef affirme à l'un de nos confrères son accord avec Farhat Hached : « Récupérez-en fait la notion de protectorat, telle qu'elle existe en droit ».

Encore qu'il n'est pas juste de confondre, dans cette affaire, « pays » et « gouvernement », il n'y a pas lieu d'être fier.

■ Mardi, évoquant la démission de M. Spaak, président de l'Assemblée de Strasbourg, M. Paul Reynaud disait :

— Aucune aide extérieure ne

pourra être attendue au titre de recettes fiscales nouvelles, celles que nous pourrons recevoir étant consacrées à l'armement. Il n'est peut-être pas impossible que les circonstances actuelles amènent les Etats-Unis à reconsiderer leur attitude...

■ Ne dit-on pas que des personnes américaines suggèrent que la France finance la totalité de son réarmement ?

■ M. Bidault ne cessera de répéter que son accord avec Farhat Hached : « Récupérez-en fait la notion de protectorat, telle qu'elle existe en droit ».

Somme toute, la mystification est totale : le ministère tunisien réclame un protectorat sur la Tunisie ; le gouvernement français également.

■ M. Salah Ben Youssef affirme à l'un de nos confrères son accord avec Farhat Hached : « Récupérez-en fait la notion de protectorat, telle qu'elle existe en droit ».

Encore qu'il n'est pas juste de confondre, dans cette affaire, « pays » et « gouvernement », il n'y a pas lieu d'être fier.

■ Mardi, évoquant la démission de M. Spaak, président de l'Assemblée de Strasbourg, M. Paul Reynaud disait :

— Aucune aide extérieure ne

pourra être attendue au titre de recettes fiscales nouvelles, celles que nous pourrons recevoir étant consacrées à l'armement. Il n'est peut-être pas impossible que les circonstances actuelles amènent les Etats-Unis à reconsiderer leur attitude...

■ Ne dit-on pas que des personnes américaines suggèrent que la France finance la totalité de son réarmement ?

■ M. Bidault ne cessera de répéter que son accord avec Farhat Hached : « Récupérez-en fait la notion de protectorat, telle qu'elle existe en droit ».

Somme toute, la mystification est totale : le ministère tunisien réclame un protectorat sur la Tunisie ; le gouvernement français également.

■ M. Salah Ben Youssef affirme à l'un de nos confrères son accord avec Farhat Hached : « Récupérez-en fait la notion de protectorat, telle qu'elle existe en droit ».

Encore qu'il n'est pas juste de confondre, dans cette affaire, « pays » et « gouvernement », il n'y a pas lieu d'être fier.

■ Mardi, évoquant la démission de M. Spaak, président de l'Assemblée de Strasbourg, M. Paul Reynaud disait :

— Aucune aide extérieure ne

pourra être attendue au titre de recettes fiscales nouvelles, celles que nous pourrons recevoir étant consacrées à l'armement. Il n'est peut-être pas impossible que les circonstances actuelles amènent les Etats-Unis à reconsiderer leur attitude...

■ Ne dit-on pas que des personnes américaines suggèrent que la France finance la totalité de son réarmement ?

■ M. Bidault ne cessera de répéter que son accord avec Farhat Hached : « Récupérez-en fait la notion de protectorat, telle qu'elle existe en droit ».

Somme toute, la mystification est totale : le ministère tunisien réclame un protectorat sur la Tunisie ; le gouvernement français également.

■ M. Salah Ben Youssef affirme à l'un de nos confrères son accord avec Farhat Hached : « Récupérez-en fait la notion de protectorat, telle qu'elle existe en droit ».

Encore qu'il n'est pas juste de confondre, dans cette affaire, « pays » et « gouvernement », il n'y a pas lieu d'être fier.

■ Mardi, évoquant la démission de M. Spaak, président de l'Assemblée de Strasbourg, M. Paul Reynaud disait :

— Aucune aide extérieure ne

pourra être attendue au titre de recettes fiscales nouvelles, celles que nous pourrons recevoir étant consacrées à l'armement. Il n'est peut-être pas impossible que les circonstances actuelles amènent les Etats-Unis à reconsiderer leur attitude...

■ Ne dit-on pas que des personnes américaines suggèrent que la France finance la totalité de son réarmement ?

■ M. Bidault ne cessera de répéter que son accord avec Farhat Hached : « Récupérez-en fait la notion de protectorat, telle qu'elle existe en droit ».

Somme toute, la mystification est totale : le ministère tunisien réclame un protectorat sur la Tunisie ; le gouvernement français également.

■ M. Salah Ben Youssef affirme à l'un de nos confrères son accord avec Farhat Hached : « Récupérez-en fait la notion de protectorat, telle qu'elle existe en droit ».

Encore qu'il n'est pas juste de confondre, dans cette affaire, « pays » et « gouvernement », il n'y a pas lieu d'être fier.

■ Mardi, évoquant la démission de M. Spaak, président de l'Assemblée de Strasbourg, M. Paul Reynaud disait :

— Aucune aide extérieure ne

pourra être attendue au titre de recettes fiscales nouvelles, celles que nous pourrons recevoir étant consacrées à l'armement. Il n'est peut-être pas impossible que les circonstances actuelles amènent les Etats-Unis à reconsiderer leur attitude...

■ Ne dit-on pas que des personnes américaines suggèrent que la France finance la totalité de son réarmement ?

■ M. Bidault ne cessera de répéter que son accord avec Farhat Hached : « Récupérez-en fait la notion de protectorat, telle qu'elle existe en droit ».

Somme toute, la mystification est totale : le ministère tunisien réclame un protectorat sur la Tunisie ; le gouvernement français également.

■ M. Salah Ben Youssef affirme à l'un de nos confrères son accord avec Farhat Hached : « Récupérez-en fait la notion de protectorat, telle qu'elle existe en droit ».

Encore qu'il n'est pas juste de confondre, dans cette affaire, « pays » et « gouvernement », il n'y a pas lieu d'être fier.

■ Mardi, évoquant la démission de M. Spaak, président de l'Assemblée de Strasbourg, M. Paul Reynaud disait :

— Aucune aide extérieure ne

pourra être attendue au titre de recettes fiscales nouvelles, celles que nous pourrons recevoir étant consacrées à l'armement. Il n'est peut-être pas impossible que les circonstances actuelles amènent les Etats-Unis à reconsiderer leur attitude...

■ Ne dit-on pas que des personnes américaines suggèrent que la France finance la totalité de son réarmement ?

■ M. Bidault ne cessera de répéter que son accord avec Farhat Hached : « Récupérez-en fait la notion de protectorat, telle qu'elle existe en droit ».

Somme toute, la mystification est totale : le ministère tunisien réclame un protectorat sur la Tunisie ; le gouvernement français également.

■ M. Salah Ben Youssef affirme à l'un de nos confrères son accord avec Farhat Hached : « Récupérez-en fait la notion de protectorat, telle qu'elle existe en droit ».

Encore qu'il n'est pas juste de

L'affaire PLATOW et quelques autres

C'EST à la fin du mois d'août, avant même l'heure du laitier, qu'on sonnait, puis cognait à la porte du Dr. Robert Platow, à Hambourg.

Après une perquisition en règle, le Dr. Platow était arrêté, ainsi que son collaborateur, Wegerich.

Platow, journaliste accrédité au Parlement de Bonn, était un inconnu jusqu'au moment où il créa une agence de presse personnelle. C'est, disons-le tout de suite, un personnage peu intéressant. Mais son histoire l'est davantage et ses bulletins de presse l'étaient encore bien plus, si on en juge d'après le fait qu'il avait 2.000 abonnés et que, dans toute l'Allemagne occidentale, il n'y avait pratiquement aucun journal qui puisse se permettre de ne pas recevoir sa ration de Platow.

L'abonnement ne coûtait que 50 marks, ce qui rapportait au Dr. Platow la coquette somme de 8 millions de francs par mois et lui permettait d'acheter quantité de choses. Platow achetait des informations de première main et des documents qui n'étaient peut-être pas secrets, mais que le gouvernement de Bonn omettait volontairement de remettre à la presse. Il ne s'adressait pas aux garçons de courses ou aux femmes de ménage du Parlement. Il ne foulait pas dans les corbeilles des hauts fonctionnaires des différents ministères. Platow connaissait bien son monde et savait qu'en payant on peut, à Bonn, tout obtenir. Il était en relations avec tout le monde, députés et fonctionnaires, secrétaires d'Etat et ministres.

Ce que la police a trouvé exactement dans l'appartement de Platow, on ne le sait naturellement pas, mais l'affirmation qu'elle y a trouvé des lettres de deux ministres n'a jamais été démentie. On n'a pu dissimuler que le secrétaire du ministère de l'Économie, M. Guntz Kaiser, fournissait des documents à Platow, ni que quelques autres hauts fonctionnaires sont impliqués dans l'affaire. On a également arrêté un autre journaliste, M. Schulte, que toute la grande presse de l'Allemagne occidentale considère comme son homme et qui avait pu fournir des informations à Platow en raison de ses fonctions auprès du gouvernement fédéral.

Mme Platow avait, le lendemain de l'arrestation de son mari, envoyé une circulaire aux fonctionnaires, députés et ministres pour les informer que l'agence continuait à fonctionner et achèterait comme auparavant toute information au plus haut prix. Quelques semaines après, Platow était relâché moyennant une caution de 100.000 markes.

L'histoire mit en émoi tous les journalistes allemands ou étrangers accrédités à Bonn. Il n'y a pas un journal qui n'ait consacré des colonnes et même des pages à ce qu'on appelle « le cas Platow ». Il y eut à la Chambre des interpellations, auxquelles M. Adenauer jugea bon de répondre personnellement. Tout ce remue-ménage ne se produisit pas d'abord, parce que les fonctionnaires

UN COMITE DE GENERAUX ALLEMANDS PREPARE LES REGLEMENTS DE L'ARMEE DE BONN

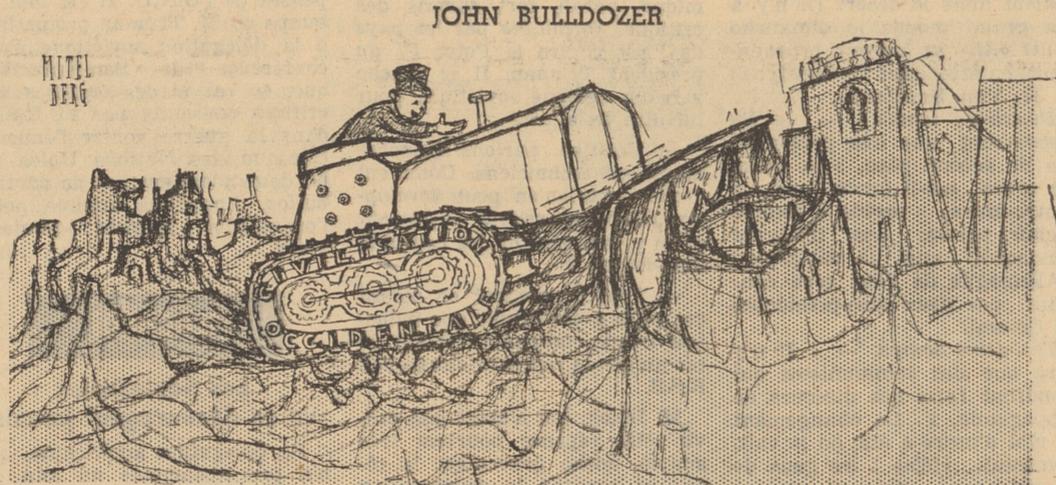
Selon des informations de milieux dirigeants de l'Union des soldats allemands, l'ancien président de cette Association, le général Friesner a été chargé, par le haut-commissaire suppléant américain, le général Hays, de constituer une Commission de techniciens militaires allemands.

Cette commission a pour tâche d'établir les règlements militaires des futures forces armées de l'Allemagne occidentale. Ses membres sont : le colonel-général Harpe, le général Rossbach, le général Natzmer, le général de justice Lehman, le général de l'air Meister et l'amiral Schniewind.

Hays a indiqué à Friesner, affirme-t-on, que les règlements devraient prévoir l'instruction sur modèle américain et tenir compte de l'expérience de la guerre de Corée.

Il y a eu le cas de Kaiser, un simple employé, qui faisait main basse sur des documents ultra-secrets et les vendait aux services spéciaux français. A l'instruction, il a fourni les noms de ses clients, parmi lesquels figurait aussi le Dr. Schumacher.

VIOLETTE ADAMS.



C'est pour vous protéger du rouleau compresseur russe.

LETTER A UN DEMOCRATE-CHRETIEN

(Suite de la première page.)
mon âme à qui que ce soit, mais je parlerais avec le diable lui-même si, de ce fait, j'avais l'espoir d'encourager la réunification de notre peuple et d'éviter à l'humanité une nouvelle guerre mondiale.

ENFIN

Je ne suis pas communiste, mais les communistes n'en existent pas moins. Une grande partie de l'humanité est sensible au communisme, surtout celle qui est désavantagée du point de vue économique et social. Pour ces hommes et ces femmes, le communisme représente en quelque sorte un appel messianique. Nous ne devons, ni nous tromper, ni nous laisser tromper. Une propagande suspecte nous présente le communisme sous le seul aspect d'un système cruel de domination de quelques tyrans, comme si, derrière, il n'y avait pas une humanité fervente, qui a toujours été habituée à un dur régime (il suffit de penser aux tsars et à leurs cosiques). Ce humanité accueille volontairement avec reconnaissance tout ce que le système nouveau lui apporte de façons et d'améliorations. Je n'ai pas été en Russie, ni en Chine, mais, par des témoins oculaires non suspects, je sais que ces pays de régime communiste ont accompli d'immenses efforts, qui ont été couronnés de succès, pour accroître la production agricole et industrielle et améliorer sérieusement la condition de l'homme. Aujourd'hui, l'ouvrier d'Europe occidentale vit certainement (dans l'ensemble) mieux que l'ouvrier russe, mais ceulà vit aussi mieux indubitablement que l'ouvrier russe il y a quelques dizaines d'années. La Russie des tsars très chrétiens était un pays d'analphabètes. Aujourd'hui, la Russie a proportionnellement moins d'analphabètes que l'Italie.

Vous avez certainement lu aussi que le mariage et la famille bénéficient, en Russie, d'une protection plus sévère que chez nous. Là-bas, il n'y a pas, comme chez nous, dans tous les kiosques, ces magazines et illustrations obscènes. Un évêque qui a

vécu en Chine et qui, après une longue absence, vient de rentrer dans sa patrie allemande, raconte que le spectacle des rues serait là-bas plus moral que chez nous. Aucun Chinois ne bafouerait le sacrement du mariage comme beaucoup de chrétiens de chez nous le font. Ferraïs, je l'ose sur les sombres aspects de la réalité à l'Est! on se serait sensiblement dans la loi actuelle, revus et corrigée, et il est même étonnant que jusqu'à présent on n'en a pas fait usage contre les journalistes de la presse démocratique.

Ce paragraphe (353 c) est composé, puisqu'il est rédigé en termes si vagues qu'on peut par son

inépendant, vigilant, jaloux de ses droits est en train de disparaître. Moi, j'accepte sans protestation de nombreuses mesures, que mon père aurait repoussées comme une « tyrannie insupportable ». Je crois que mes enfants seront, eux, encore moins soucieux que moi de leur liberté. Les masses d'aujourd'hui sont désemparées dans un monde, qui leur semble incompréhensible et peut-être ne veulent-elles pas assumer une responsabilité. Elles sont bien trop énervées pour pouvoir prendre toutes les décisions par les hommes politiques, les patrons et les fonctionnaires.

Le résumé de tout ceci ? La liberté est autant menacée de l'intérieur que de l'extérieur. Même dans les « syndicats libres », la volonté de liberté est brisée. On peut même se demander si l'Etat totalitaire n'a pas

Ces idées, cher ami, ne sont pas exprimées dans un journal inspiré par Moscou, mais dans HOCHLAND (« Le Montagne »), la grande revue catholique universellement connue, d'Allemagne occidentale. Prenez le temps de lire dans le numéro d'octobre de cette revue, les essais de Johannes Messner et Franz Josef Schönigh. Vous pourrez comprendre ainsi l'appel déchirant que Regina Bonheur lance dans les FRANKFURTER HEFTES (Cahiers de Francfort) d'octobre :

Que peut opposer l'Occident au communisme, après deux guerres impérialistes ? Il peut, bien entendu, évoquer les difficultés de la Russie communiste et prendre position contre ses vils agissements. Mais cela ne peut persuader quiconque croit à l'avenir d'une nouvelle idée. Celui-ci répondra toujours : « Ce sont là des difficultés transitoires, tandis que vous, vous avez eu deux siècles à votre disposition. » Avec des slogans tels que « Occident, civilisation chrétienne » et autres bavardages, on ne peut rien faire. Il s'agit de choses plus décisives, d'un renouvellement du monde, d'une transformation profonde des esprits et de la société, d'une réforme radicale.

Où est la volonté de surmonter ces conditions ? Le citoyen

est angoissé, parce que cette liberté est elle-même menacée par l'évolution du « monde libre » — menacée jusque dans ses fondements. La société technique n'a que mépris pour l'homme. L'homme d'aujourd'hui n'a que des « dimensions sociales ». Dans sa dernière phrase, la culture occidentale n'a plus de sens pour l'individu. Et on n'entrevoit rien qui puisse donner un espoir de changement.

Où est la volonté de surmonter ces conditions ? Le citoyen

LES ANGLAIS PARLENT AUX ANGLAIS

Dans son numéro du 4 octobre, Action analysait ainsi, sous la plume de Jean R. Clémentin, la situation où se trouvait le gouvernement britannique qui sortait des élections générales du 25 octobre.

La question se pose donc aux dirigeants britanniques, lors de travaillistes, et elle se

pose avec une singularité au moment où Ottawa vient de réduire l'ampleur des efforts exi-

gés et de l'austérité à venir : la Grande-Bretagne va-t-elle faire machine arrière ? Après avoir

décrit que la réponse à venir chez Aneurin Bevan : « Arrêtons-nous là, réarmons, mais dans

des proportions qui ne soient pas un danger pour notre économie... », notre collaborateur définit

sait ainsi les grandes lignes devant inspirer la future politique de Londres : « ... Politique de

« containment » à l'égard du monde socialiste et de « contenement » à l'égard des Etats-Unis, na-

tion pilote du système atlantique ; politique de balance entre l'Est et l'Ouest... Le gros point de

l'affaire, c'est que M. Churchill semble désormais tout à fait partisan de cette politique... » Ce

serait, poursuivait Action, « un renforcement de la politique britannique de freinage du système

atlantique. »

E New-York Times du 7 décembre titre son analyse du discours prononcé par le nouveau premier devant les Communes le 6 décembre : « Churchill met un frein au programme de défense institué par les travailleurs. » Cette phrase rappelle un récent commentaire du New-York Herald Tribune où l'on se demandait si, tout compte fait, il ne faudrait pas revenir sur les espoirs mis à Washington dans la venue au pouvoir des conservateurs !

M. CHURCHILL MET UN FREIN

Le fait est que dans sa première grande intervention aux Communes, le premier ministre, qui s'est réservé le portefeuille de la Défense nationale, a défi-
ni une politique britannique

moins favorable aux Etats-Unis que celle que le gouvernement travailliste avait suivie.

Il faut d'abord relever qu'au moment où on se réjouissait à Washington du fait que l'allié britannique faisait face à ses engagements en matière de réarmement, alors que les alliés de

l'Europe continentale s'avéraient incapables d'en faire autant, M. Winston Churchill n'hésite pas à

annoncer que M. Aneurin Bevan a

à raison. « Je n'ai pas l'intention d'engager un débat avec M. Bevan. Je lui ai fait une piace honorable dans mon discours... parce que le fait est que M. Bevan a eu raison. »

« Plusieurs parties du programme élaboré par le gouvernement précédent ne pourront être exécutées en temps voulu et devront être reportées sur les années futures... »

Examinant les postes sur lesquels les réductions doivent porter, le premier attire l'attention des Communes sur le fait qu'il

ne faut absolument pas toucher à la Royal Air Force et qu'il faut, au contraire, lui accorder une attention toute spéciale.

Cette attention toute spéciale consacrée à la R.A.F., sollicitée par les soldats britanniques que le Pentagone tient à celle de ses boys : l'armée britannique ne sera pas intégrée. « Ainsi, il y aura une armée européenne comprenant des contingents allemands et, à ses côtés, des forces américaines et des forces britanniques... » Il y a donc trois puissances principales dans le système atlantique : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Europe continentale, poignée de petites nations avec lesquelles Londres ne veut pas être confondu.



Que médite Churchill ?

certains gouvernements sur le des « intérêts traditionnels » de la France et de la Grande-Bretagne.

Mais cette démarche de M. Churchill revêt aussi, comme son discours, un autre aspect : celui d'une pression délibérée sur les Américains. Pour remédier à la crise de matières premières et de biens de consommation qui l'étreint, la Grande-Bretagne s'efforce d'obtenir une aide U.S. au meilleur marché possible : c'est une des raisons pour lesquelles M. Churchill insiste tant sur le danger des bases atomiques installées en Grande-Bretagne.

Il n'en reste pas moins que le nouveau gouvernement de Sa Majesté prend d'entrée de jeu une attitude singulièrement plus ferme que MM. Attlee et Morrison et, tout au long de son intervention, M. Churchill ne s'est pas fait d'instinct que ceux-ci avaient fait preuve de faiblesse devant les requêtes américaines.

Ce n'est pas par hasard que, plusieurs fois, M. Churchill utilise l'expression : « Les U.S.A., l'Europe et la Grande-Bretagne. » Nous l'écrivions le 4 octobre, Londres pourrait s'essayer à se présenter comme « l'honneur courtier entre l'Est et l'Ouest ».

On verra, après les entretiens de début janvier à Washington, MM. Winston Churchill et Anthony Eden se rendraient à Paris pour s'entretenir avec leurs collègues français. Un bulletin confidentiel, où paraît parfois la signature de M. Pierre de Gaulle, en a conclu à « un alignement anglo-français contre les atomistes américains viennent de prospecter en Allemagne et en Europe continentale, avec lesquelles Londres ne veut pas être confronté.

ICI, LONDRES...

Quelques heures après ce discours, on apprenait qu'avant de se dérouler à Washington, MM. Winston Churchill et Anthony Eden se rendraient à Paris pour s'entretenir avec leurs collègues français. Un bulletin confidentiel, où paraît parfois la signature de M. Pierre de Gaulle, en a conclu à « un alignement anglo-français contre les atomistes américains viennent de prospecter en Allemagne et en Europe continentale, avec lesquelles Londres ne veut pas être confronté.

On n'en reste pas moins que le nouveau gouvernement de Sa Majesté prend d'entrée de jeu une attitude singulièrement plus ferme que MM. Attlee et Morrison et, tout au long de son intervention, M. Churchill ne s'est pas fait d'instinct que ceux-ci avaient fait preuve de faiblesse devant les requêtes américaines.

Ce n'est pas par hasard que, plusieurs fois, M. Churchill utilise l'expression : « Les U.S.A., l'Europe et la Grande-Bretagne. » Nous l'écrivions le 4 octobre, Londres pourrait s'essayer à se présenter comme « l'honneur courtier entre l'Est et l'Ouest ».

On verra, après les entretiens de début janvier à Washington, quelle conversation internationale Churchill a l'intention d'engager. Si tellement qu'il soit décidé à en engager une, il est en outre certain qu'avec lui la Grande-Bretagne va s'efforcer de régaler le terrain que lui ont fait perdre ceux qui l'ont enfonce dans les marais atlantiques. Que le système atlantique perde de ce fait de sa force — ou de ce qui lui reste de force — que les Etats-Unis en subissent une nouvelle défaite « morale et psychologique » : importe à Winston Churchill ? A-t-on oublié le ton sur lequel il disait, pendant la guerre, dans ses deux ou trois allocutions en français prononcées à la B.B.C. : « Nous autres, Britanniques... »

La question égyptienne

Il est significatif de lire, dans l'hebdomadaire américain « Life » du 3 décembre, les remarques suivantes sur la situation au Moyen-Orient :

Nous avons à faire face à un fait désagréable : les Parlements du Moyen-Orient et autres formes de démocratie, créées sur des modèles britanniques, mais sans contenu politique réel, sont des obstacles et non des appuis pour toute réforme éventuelle. Le Malais iranien et le parti « Wafa » d'Egypte sont largement contrôlés par des corrupteurs et des propriétaires fonciers échappant à la taxe ; ils négligent leurs mandants d'une façon qui choquerait Bill Boyle lui-même (Bill Boyle est secrétaire du Parti démocrate américain qui a démissionné pour corruption politique, N.D.L.R.). Si nous désirons instaurer des réformes véritables dans le Moyen-Orient, tout en y maintenant l'ordre, il nous faut comprendre que nos meilleures alliées sont les rois et les « hommes forts ».

Nous devons aussi aligner notre politique sur celles des puissances coloniales détestées, la France et la Grande-Bretagne, surtout lorsque l'ordre est mis en question...

Les dirigeants américains, dont les scandales défraient la chronique, sont en vérité mal placés pour donner des leçons de morale à qui ce soit. Quant au thème de la féodalité, qui apparaît un peu partout dans la presse d'inspiration américaine, on nous permettra de lui opposer la conviction que les féodaux modernes du capitalisme cosmopolite ont encore moins le souci de la sécurité humaine qu'un quelconque seigneur, petit ou grand, de l'Islam.

L'important est l'idée que même les partis et les formes de parlementarisme, qui existent légalement en Iran et en Egypte, sont de point de vue de Washington un obstacle à balayer. La manière forte est le principe de gouvernement qui a la faveur des Américains.

Life affirme que le shah d'Iran et le roi d'Egypte, tous deux fermement mais désespérément pro-occidentaux, sont capables dans certaines circonstances de congédier leurs partenaires.

On voit que les espoirs américains risquent d'être déçus, d'autant plus que le mouvement national, en Iran comme en Egypte, est tellement fort qu'une conduite différente des souverains serait vite regardée comme une trahison et provoquerait une mise en question du trône lui-même. Sans compter que les

remarques de Life peuvent faire réfléchir les dirigeants d'Egypte et d'Iran. Où trouver un appui sincère dans le peuple ? Comment renforcer la lutte nationale, sinon en permettant, par un élargissement de la démocratie, une participation plus active du peuple et de ses diverses expressions politiques ? C'est ainsi qu'on peut faire obstacle à l'éventualité des « révoltes de palais » ou à des coups d'Etat, destinés à faire entrer de force les pays arabes dans le « commandement du Moyen-Orient ».

Le rapprochement de l'Egypte avec d'autres pays arabes ou musulmans a-t-il un caractère menaçant, pour quiconque ne nourrit aucun dessein d'agression ou de domination ? Il est clair que non. Il peut même, dans une certaine mesure, donner un nouvel élan à la lutte pour le canal de Suez dans un pays entièrement hostile. Mais, pense-t-on à Londres comme à Washington, par le jeu des provocations, des intrigues dans les meilleures politiques et des violences exercées contre le peuple, on arrivera, tant par l'usure que par les divisions, à abattre de l'intérieur la résistance égyptienne. N'est-ce pas quelque chose de ce

L'ONU AU JOUR LE JOUR

JEUDI

Une démarche anglaise et une défaite américaine

Comme nous l'avions laissé prévoir, le scrutin secret a donné un vif courage à de nombreux petits pays, notamment à ceux de l'Amérique du Sud, qui, contrairement aux promesses qu'on leur avait arrachées, ont voté pour la Biélorussie contre la Grèce, à l'élection de ce matin au Conseil de Sécurité. Il faut dire que l'exemple de la « dissidence » venait de haut. Un délégué anglais, et non des moindres, est allé faire une démarche secrète, bientôt connue par tout le monde, pour exprimer à la délégation grecque ses « regrets » de ne pas pouvoir voter pour elle.

Le résultat, c'est un scrutin marathoniens, qui bat le record de longueur établi lors de la dernière session, lorsqu'il fallut à la Turquie neuf tours pour battre le Liban aux mêmes élections au Conseil de Sécurité. Mais tandis que la Turquie avait fini par obtenir la majorité requise des deux tiers, la Grèce, cette fois-ci, n'y est pas parvenue et a même perdu régulièrement des voix à chaque nouveau tour.

Le match nul final et l'annonce de nouvelles élections sont — personne ne s'y trompe — un magistral échec pour la délégation américaine, qui ne cherche même pas à cacher son dépit.

Echec à Chaillot

Il y a pourtant un diplomate américain qui n'est pas mécontent de la mésaventure de Chaillot. C'est M. John Peurifoy, ambassadeur américain à Athènes.

En effet, M. Peurifoy joue la carte de M. Papagos contre le Palais et le cabinet Plastiras, qui s'appuient sur l'ambassade britannique. La « trahison » des Anglais qui, à Paris, ont voté contre la Grèce, va donner au tandem Peurifoy-Papagos une occasion unique de propagande. C'est du moins ce qu'on explique dans les milieux proches de la délégation grecque à l'ONU, où, depuis le retour des U.S.A. de M. Venizelos, on semble s'être habitué à l'idée de voir le maréchal Papagos prendre le pouvoir l'année prochaine. L'opération se ferait au printemps 1952, à l'occasion de nouvelles élections générales, avec un système électoral « sur mesure ».

VENDREDI

Trois victoires n'effacent pas un échec

Après leur rébellion et leur survol d'indépendance dans les élections au Conseil de sécurité, les pays liés aux Etats-Unis ont l'air d'estimer que la pluie s'arrêtera à assurer dur, et qu'ils n'ont plus maintenant qu'à faire deux et à marcher droit, s'ils ne veulent pas se voir couper la route permanente du dollar.

Du coup, jamais la « majorité mécanique » pro-américaine n'a si bien fonctionné qu'aujourd'hui, avec un automatisme rigoureux. Le gouvernement de Rome voudrait envoyer des délégués participer aux travaux du conseil de tutelle ? Tout a fait d'accord. Le gouvernement grec demande qu'on « garantisse sa sécurité » en votant un blâme à la Roumanie et à la Bulgarie ? Bien sûr, il a vraiment droit, le pauvre, à une compensation. Le délégué de Formose, répondant au délégué de Biélorussie, réaffirme son droit de siéger à l'ONU. Bravo, vive Tchang Kai Chek !

Ces trois votes de la commission de politique spéciale n'empêchent pas les délégués américains de demeurer amers. « Ce ne sont pas, disait l'un d'eux, ces résultats acquis d'avance qui effaceront le coup porté à notre prestige par le demi-succès de la Biélorussie au Conseil de sécurité. »

SAMEDI

Délai de grâce au coup de grâce

Ca marche fort dans les coulisses au sujet de la question marocaine, qui sera sans doute évoquée publiquement le 13 décembre.

En l'état actuel des négociations, la délégation américaine, qui tient à ménager à la fois le gouvernement français et les gouvernements arabes insiste pour faire adopter le compromis suivant : l'affaire marocaine ne serait pas examinée de cette session de l'ONU, mais les U.S.A. prendraient l'engagement de la faire inscrire à la prochaine session de New-York, si d'ici là, Paris n'a pas mis profité le délai qu'on lui accorde pour négocier un nouveau traité avec le Sultan.

Cet arrangement est loin de plaire à M. Robert Schuman, qui sait fort bien qu'à New-York, il ne pourra pas faire du sentiment comme à Paris en laissant entendre aux délégués qu'il serait souverainement impoli de condamner le pays qui vous accueille... Et l'on commence à se demander au Quai d'Orsay s'il ne vaudrait pas mieux aborder tout de suite à Paris ce débat marocain, « dans les meilleures conditions ».

Dimanche à Chaillot

Un autre sujet qui cause de graves soucis au Quai d'Orsay et à la délégation française à l'ONU, c'est la question tunisienne.

Il va sans dire que ces soucis ne concernent pas la situation de la population tunisienne, ou un habitant sur trois est sous-alimenté, et pas davantage les aspirations nationales du peuple tunisien. Non, ce qui intéresse ces messieurs, c'est de savoir qui doit remplacer le résident général Perrier, condamné en première instance par le sénateur Colonna et en appel par le gouvernement Pieux, où M. Robert Schuman s'est trouvé en minorité quand il s'est agi de défendre son poulain. Les candidats à la succession ne manquent pas ; il n'y a pour s'en convaincre, que d'écouter les propos qui s'échangent dans les milieux officieux. En voici un exemple, cueilli sur le vif :

— Moi je parie pour Joxe. Il est très appuyé par Auriol.

Oui, mais les radicaux veulent le poste pour un des leurs. Devinat s'agit beaucoup en ce moment.

Les socialistes ne marcheront pas. Ils savent qu'après la désastreuse expérience de Mons, on ne peut plus songer à un résident socialiste, mais ils voudraient voir de leurs dirigeants, Naegelen ou Ramadier, qui attend toujours quelque chose — diriger une « mission d'enquête temporaire ».

Vous n'êtes pas ces. Ce qui compte, c'est l'Amérique, c'est à dire Juin. Or Juin soutient à fond son vieil ami Voizard, qui a fait une bonne partie de sa carrière au Maroc (N.D.L.R.) : il était, en effet, secrétaire général au Maroc... au temps de Vichy. On lui doit bien ce qu'il a fait, mais il a fait antichambre tous les jours pendant trois

semaines chez un ministre différent, avant d'obtenir en tout et pour tout, l'ambassade de Monaco. S'il était nommé à Tunis, ce serait le plus beau jour de sa vie.

Et ainsi de suite. Ça continue comme ça pendant des dizaines de minutes, les pronostics alternent avec les commentaires plus ou moins veinards. Tout ce monde est cependant unanime sur un point : il ne saurait être question pour le nouveau résident de promouvoir les réformes promises à M. Chenik.

Un coup, les délégués arabes qui suivent très attentivement l'évolution de la situation, parlent de plus en plus de porter l'affaire tunisienne devant l'ONU.

DIMANCHE

Les silences de Mme Roosevelt

Mme Roosevelt vient de parler à la radio, à l'occasion de l'anniversaire de la déclaration universelle des Droits de l'Homme.

Elle n'a pas fait allusion à la thèse américaine selon laquelle « il faut distinguer entre les droits individuels » de l'homme et ses droits « économiques et sociaux ». Elle n'a pas non plus parlé de la revendication occidentale tendant à faire inscrire comme « droit de l'homme » le droit des parents à s'occuper en toute exclusivité de l'éducation de leurs enfants (cette option a été peu goûtée par certains milieux américains, et l'archevêque de Los Angeles, Mgr Mac Intyre, a même déclaré publiquement : « Mme Roosevelt n'est pas à sa place comme présidente de la Commission des Droits de l'Homme, car apparemment ne montrent pas si courtois, et qu'ils acceptent l'interdiction immédiate des armes atomiques. »

Oui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Deuxième temps. — « Ils ne reconnaissent pas l'autorité de l'ONU, ils ne viennent certainement pas. » Pendant que ces messieurs de Bonn tiennent des propos de ce genre à qui veut les entendre, on annonce que « le gouvernement Grotewohl accepte la proposition qui lui est faite. » Les voix qui prennent dans le désert (n'a pas grand monde le dimanche à l'ONU) se taillent brusquement, en attendant les consignes de M. Von Brentano.

Deuxième temps. — « Ils n'enverront que des personnes de second plan. » A peine cet ordre est-il lancé que le contre-ordre, rapide comme l'éclair, arrive. Les télespectateurs annoncent que la délégation d'Allemagne de l'Est sera conduite par deux vice-présidents du Conseil.

Troisième temps. — « Il n'y aura que des communistes qui viendront faire des discours de propagande. » Le changement de mot d'ordre a été, on le voit, immédiat. Hélas ! les gens de M. Adenauer doivent encore rectifier le tir, quand ils apprennent qu'en premier rang de la délégation figureront des communistes aussi notoires que M. Boiz, président du Parti national libéral, et que M. Nuschke, président du Parti chrétien démocrate, connu dans toute l'Allemagne, y compris celle de

l'autre. — Ecoutez, parlons franchement en techniciens. Comment croyez-vous qu'on peut développer les pays arriérés autrement qu'en y investissant des capitaux américains ?

Tout bonnement en aidant ces pays à constituer une industrie lourde nationale, répond du tac au tac le représentant de l'U.S.S.R.

M. Black, qui n'avait pas prévu cette réponse pourtant très simple, hoche gravement la tête... et reprend la conversation avec le représentant anglais qui, faisant mentir la réputation de froideur des Britanniques, se montre pour lui d'une cordialité et d'une amabilité extrêmes.

Il faut dire que M. Black part demain pour Londres et que l'Angleterre a bien besoin de dollars.

WARREN AUSTIN délégué permanent américain

Accord sur un désaccord

La dernière réunion du sous-comité des Quatre pour le désarmement vient de se terminer. L'agone a été longue (4 heures et demie) mais cette fois-ci le sous-comité est bien mort.

Son président, M. Nervo, jette des fleurs sur le cercueil. « Atmosphère cordiale... courtoisie mutuelle... efforts réciproques. »

On aurait mieux aimé, fait remarquer un journaliste indien, que les Occidentaux ne montrent pas si courtois, et qu'ils acceptent l'interdiction immédiate des armes atomiques.

Oui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un autre, et s'ils avaient manifesté le moindre esprit de concession, cela nous aurait dispensé d'entendre M. Nervo nous expliquer laborieusement que les deux parties en présence se sont mises d'accord... pour constater qu'elles étaient en désaccord.

Qui, ajoute un

ACTION

RETOUR DE MOSCOU

La transition d'un long voyage pourrait amortir le choc; n'y comptions pas, les bimoteurs placent Moscou à ouze heures de Paris. C'est ainsi qu'il est aujourd'hui possible d'achever, 3, rue des Pyramides, la conversation laissée en suspens quelques heures auparavant, 10, rue Kropotkin.

A cette gymnastique, apprend-on à mieux se comprendre? Ce que l'on comprend tout de suite, quand on a perdu contact durant quinze jours avec nos réalités occidentales, c'est que l'on a de plus en plus tendance à vivre chez nous comme des fous.

Pour un Français qui pétine dans les incertitudes quotidiennes de son petit budget, lit chaque jour son journal, écoute la radio et qui, par conséquent, s'est accoutumé lentement à absorber sa ration d'inquiétude, sa ration de haine et sa ration de peur, le choc ressenti en revenant de Moscou est beaucoup plus sensible que celui ressenti en arrivant à Moscou.

Dès que je fus dans la capitale de l'Union Soviétique, je voulus connaître les nouvelles. Que s'était-il passé, pendant mon voyage? Une chose très importante, me dit-on, capable de bouleverser certaines notions essentielles, et l'on me traduisit immédiatement les journaux qui donnaient une place énorme à l'événement: il s'agissait d'une conférence faite la veille par un économiste hindou sur le problème agraire en Asie.

Il y a près de deux ans (quand je m'étais rendu pour la première fois à Moscou) j'avais appris qu'Eugène Tarlé, président la commission chargée de dépolluer les archives saisies en Allemagne et j'avais demandé à l'historien de Napoléon de ne pas négliger de nous signaler les documents qui pourraient intéresser la France. Je pensais à Georges Bonnet, aux trahisons d'alors, qui ressemblent étrangement aux trahisons d'aujourd'hui. Dès que je revis Tarlé — il y a quelques jours — j'ai compris qu'il y avait entre nous un profond malentendu. « Je n'ai pas oublié votre recommandation, me dit-il, et je tiens à votre disposition des documents qui modifient de fond en comble les connaissances que nous pouvions posséder sur les entreprises coloniales de ceux de vos ancêtres qui se sont distingués dans la Guerre de sept ans. »

« Lissenko, aux yeux fureurs et persans, au front têtu et à la bouche amusée, me parla d'un département français qui a toute mon affection et me demanda ce que devaient les expériences mitchouïniennes de M. Matton, dans le Vaucluse. »

« Dans les deux ans, me dit-il, nous ferons une grande exposition agricole. Pensez un peu aux agriculteurs français et aux arboriculteurs qu'il nous faudra inviter! »

La grande entreprise de barrages, de canaux d'irrigation, de centrales électriques de Don-Volga... Sur les murs, il y a plus d'affiches illustrées indiquant le déroulement et l'état de ces travaux gigantesques qu'en trouvent à Paris de ces affiches grossières imprimes pour diviser les Français.

« Alors, il n'y a plus de livres en France? me demandait un libraire chez lequel je venais d'acheter pour quelques rouleaux un magnifique Mollière. — Mais si, nous avons encore des livres, mais ils sont sûrement chers... »

Et puis je m'étais laissé prendre à cette frénésie furieuse de la foule qui, à l'heure de la journée de journée, se bouscule dans les librairies soviétiques. La semaine qui avait précédé

Un hydraulicien m'a dit : « La caractéristique de nos plans, c'est qu'on ne les respecte jamais, car leur réalisation est toujours en avance sur les échéances prévues. Je crois qu'en 1955 les grands travaux Don-Volga seront terminés. » Puis il m'interrogea : « Pensez-vous, à Marseille, aux conséquences économiques que peut avoir pour les ports méditerranéens cette voie d'eau qui se dirigera vers le cœur

Le DOMINION CARAÏBE

SPECTACLES
par P.-A. CASTEX

E burlésque Popocatépetl ayant quitté l'affiche après une longue et glorieuse carrière, le théâtre Fontaine va recréer son deuxième spectacle au théâtre des Champs-Elysées, Juliette Greco entreprend de conquérir Martimartre. Il s'agit ici d'autre public moins sensible sans doute à la danse et à l'art dramatique et iriste des complaintes de Prévost et Kosma. Regrettons que Greco, souffrant d'un mal de gorge tenace, aborde légèrement diminuée ses premières représentations dans une atmosphère nouvelle pour elle.

Le palais des spectacles, triomphal, endressé de longues courtoisies, se détache blanc sur le rideau de scène noir. Des yeux immenses. Deux mains maladroites et crispées qui s'élèvent dans un geste d'incantation. Une voix rauque et déchirée par toutes les malédictions de la mort, de l'amour et où passe comme un frisson de sensualité. Telle est, en scène, Juliette Greco. Vedette soudainement consacrée, produite, si l'on peut dire, d'exportation de Saint-Germain-des-Prés, elle parvient à faire du travail de talent et grâce à une scénographie judicieuse des œuvres qu'elle interprète, à s'imposer au grand public.

Rires et chansons
au Théâtre Fontaine

Après avoir fait les beaux soirs de Saint-Germain-des-Prés et des cabarets sélects des Champs-Elysées, Juliette Greco entreprend de conquérir Martimartre. Il s'agit ici d'autre public moins sensible sans doute à la danse et à l'art dramatique et iriste des complaintes de Prévost et Kosma. Regrettons que Greco, souffrant d'un mal de gorge tenace, aborde légèrement diminuée ses premières représentations dans une atmosphère nouvelle pour elle.

Le palais des spectacles, triomphal, endressé de longues courtoisies, se détache blanc sur le rideau de scène noir. Des yeux immenses. Deux mains maladroites et crispées qui s'élèvent dans un geste d'incantation. Une voix rauque et déchirée par toutes les malédictions de la mort, de l'amour et où passe comme un frisson de sensualité. Telle est, en scène, Juliette Greco. Vedette soudainement consacrée, produite, si l'on peut dire, d'exportation de Saint-Germain-des-Prés, elle parvient à faire du travail de talent et grâce à une scénographie judicieuse des œuvres qu'elle interprète, à s'imposer au grand public.

MESSALI HADJ

nous déclare :



La personnalité de Messali Hadj est assurément l'une des plus marquantes de l'Islam moderne. Président du Parti du Peuple Algérien et président d'honneur du M.T.L.D. (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques), qui groupent aujourd'hui une grande partie des forces vives du peuple algérien, cet homme de cinquante-trois ans est resté profondément fidèle à ses origines prolétariennes; il est un ardent défenseur de la communauté musulmane et fut élu vice-président du Congrès Islamique de Karachi, en février dernier.

Il a bien voulu nous accorder un large entretien, dans sa résidence de Chantilly (le « gouvernement » de Vichy l'ayant interdit de séjour en Seine et Seine-et-Oise, cette interdiction a été maintenue). Ses déclarations revêtent une importance toute particulière au moment où les pays arabo-musulmans prennent si fortement position pour une politique d'indépendance et de dignité, à l'heure où le Maghreb se sent étroitement solidaire des peuples en lutte dans tout le Moyen-Orient. Lui-même vient de rentrer d'un long voyage, qui l'a conduit au pèlerinage de la Mecque et en divers pays d'Orient.

Nous demandons à Messali Hadj ses impressions sur cette sorte d'*« ambassade »* dans les capitales de l'Islam. Il a un large sourire et répond : « Je suis content de l'accueil que l'Asie et qui, peut-être avant quinze ans, permettra de déboucher sur l'Arctique ? Mais oui, à quoi pense-t-on, à Marseille ?

On découvre un monde, tout un monde, et même la France telle qu'elle devrait être si on lui permettait de s'intéresser à ce monde. »

Nous demandons à Messali Hadj ses impressions sur cette sorte d'*« ambassade »* dans les capitales de l'Islam. Il a un large sourire et répond : « Je suis content de l'accueil que l'Asie et qui, peut-être avant quinze ans, permettra de déboucher sur l'Arctique ? Mais oui, à quoi pense-t-on, à Marseille ?

Il neigeait à Moscou, ce soir où le téléphone m'appela; j'entendis la voix jeune et gênante de Maurice Thorez : « Le bras s'arrange et je travaille sans désespérer et sans fatigue. — Biensûr, lui demandai-je, au beau temps ?

Sans doute, mais savez-vous que c'est, ici, l'éternel beau temps ? J'ai sous mes yeux la mer et les neiges caucasiennes sont lointaines... Sur ma table, toute la « littérature » éditée en France la semaine passée. Bonjour à tous les amis. Je voudrais les nommer. »

La France, le monde et une grande passion de la France et du monde. Combien de fois m'a-t-on parlé de Raymond Dien ! Et ce toast de Simonov qui associe dans une cadence poétique Marty-Martin, Martin-Marty ; et ces ouvrages de l'usine d'automobiles Moskowitz, qui me recommandaient d'apporter leur bonjour aux camarades des usines Renault ; et ce colonel en retraite que je rencontrai au Palais de la Culture, à Leningrad, et qui me demanda où l'on conserve pieusement la bibliothèque de Voltaire, un professeur me posa cette question : « Croyez-vous que la Comédie-Française pourraient venir jouer chez nous ? Pourquoi cette date précise ? — Mais, monsieur Farge, avez-vous oublié que c'est le 27 février 1881 que 500.000 Parisiens pour chanter d'une voix à casser les carreaux notre Chant des Partisans.

Ces interdictions, semblaient-elles devenues la règle dès qu'il s'agit des représentants de l'Islam ! Le peuple français a été ému d'apprendre que la réception organisée par les Algériens de France, et ce colonel en retraite des délégués arabo-musulmanes de l'O.N.U., avait été interdite samedi dernier ; nous savions, de toute que les quinze mille arrestations opérées dans la soirée du 8 décembre prouvent l'ampleur de la manifestation prévue. Pourriez-vous commenter cette interdiction et nous préciser la signification d'un geste si peu courtois et si peu opportun ?

— Comme vous l'avez dit, il s'agissait non d'un meeting mais d'une réception organisée par tous les Algériens de toutes les tendances, et l'on pourraît se livrer à de multiples considérations sur ce geste regrettable du gouvernement ! Il m'apparaît que l'imperialisme français, se trouvant désormais à bout d'arguments (son attitude à la commission des Tuteurs de l'O.N.U. en témoigne), a été acculé à ce moyen si impopulaire pour calmer les dessous de sa politique coloniale. Les travailleurs algériens auraient enfin le moyen de dire leur situation à leurs frères arabes des pays orientaux. Quelle atteinte pour un gouvernement qui n'a cessé de

dans les gares et même dans les lieux où on les avait parqués. L'imperialisme a été touché au tréfonds de sa sensibilité, tout l'éifice a été ébranlé.

Messali Hadj se souvient des luttes passées :

— Autrefois, dans ce même

Paris, nous avons manifesté.

En 1923-1926, pour soutenir l'émir Abdel Krim contre l'imperialisme hispano-français ; en 1935-1936, pour la Syrie et le Liban, pour l'Abysinie aux prises avec l'agression fasciste ; et en 1938, pour la Tunisie, lorsque tant de patriotes furent déportés à Borj-le-Bouf ! Azzam Pacha n'a-t-il pas déclaré aussi qu'il était pour la liberté de tous les pays du monde, lui qui, dès 1946, demandait l'indépendance du peuple allemand ? Chaque fois qu'un peuple veut sa liberté, nous sommes à ses côtés.

— Que pensez-vous de la déclaration du Dr Mohammed Mossadegh (chef du gouvernement iranien) au Caire : « Le moyen le plus efficace de défendre le Moyen-Orient serait de constituer un bloc qui comprendrait les pays arabes, l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Afrique du Nord » ?

— J'y ai pensé voici fort longtemps. Il fut question de cela au congrès de Karachi, où nous avons envoyé un délégué, Chadli Melki. N'y pouvant participer, j'ai, pour ma part, écrit un mes-

sage. Je pense que l'union de tous les pays arabo-islamiques, depuis les Philippines et l'Indonésie jusqu'au détroit de Gibraltar, aura pour la paix une importance capitale. Cette force est d'une haute portée politique car, voyez-vous, la force matérielle est secondaire, mais ce que l'homme pense, voilà l'essentiel ! Un tel bloc serait un élément de paix et de stabilité, capable de conjurer toutes les menaces de guerre qui planent aujourd'hui sur le monde.

— Ainsi, le neutralisme arabe vous semble une position d'avvenir ?

— L'avenir, je ne saurais le prédire ! Les pays arabes ne veulent être le jouet d'aucune politique ; ils veulent œuvrer pour leur véritable liberté, leur véritable indépendance. Les peuples arabes que je viens de voir pensent d'abord à ce problème de leur libération, ils préconisent le neutralisme.

— Autrefois, dans ce même

Paris, nous avons manifesté.

En 1923-1926, pour soutenir l'émir Abdel Krim contre l'imperialisme hispano-français ; en 1935-1936, pour la Syrie et le Liban, pour l'Abysinie aux prises avec l'agression fasciste ; et en 1938, pour la Tunisie, lorsque tant de patriotes furent déportés à Borj-le-Bouf ! Azzam Pacha n'a-t-il pas déclaré aussi qu'il était pour la liberté de tous les pays du monde, lui qui, dès 1946, demandait l'indépendance du peuple allemand ? Chaque fois qu'un peuple veut sa liberté, nous sommes à ses côtés.

— Que pensez-vous de la déclaration du Dr Mohammed Mossadegh (chef du gouvernement iranien) au Caire : « Le moyen le plus efficace de défendre le Moyen-Orient serait de constituer un bloc qui comprendrait les pays arabes, l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Afrique du Nord » ?

— J'y ai pensé voici fort longtemps. Il fut question de cela au congrès de Karachi, où nous avons envoyé un délégué, Chadli Melki. N'y pouvant participer, j'ai, pour ma part, écrit un mes-

sur ce point : Ce que vous voulez pour vous, il faut le vouloir pour les autres.

Messali Hadj se souvient des luttes passées :

— Autrefois, dans ce même

Paris, nous avons manifesté.

En 1923-1926, pour soutenir l'émir Abdel Krim contre l'imperialisme hispano-français ; en 1935-1936, pour la Syrie et le Liban, pour l'Abysinie aux prises avec l'agression fasciste ; et en 1938, pour la Tunisie, lorsque tant de patriotes furent déportés à Borj-le-Bouf ! Azzam Pacha n'a-t-il pas déclaré aussi qu'il était pour la liberté de tous les pays du monde, lui qui, dès 1946, demandait l'indépendance du peuple allemand ? Chaque fois qu'un peuple veut sa liberté, nous sommes à ses côtés.

— Que pensez-vous de la déclaration du Dr Mohammed Mossadegh (chef du gouvernement iranien) au Caire : « Le moyen le plus efficace de défendre le Moyen-Orient serait de constituer un bloc qui comprendrait les pays arabes, l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Afrique du Nord » ?

— J'y ai pensé voici fort longtemps. Il fut question de cela au congrès de Karachi, où nous avons envoyé un délégué, Chadli Melki. N'y pouvant participer, j'ai, pour ma part, écrit un mes-

sur ce point : Ce que vous voulez pour vous, il faut le vouloir pour les autres.

Messali Hadj se souvient des luttes passées :

— Autrefois, dans ce même

Paris, nous avons manifesté.

En 1923-1926, pour soutenir l'émir Abdel Krim contre l'imperialisme hispano-français ; en 1935-1936, pour la Syrie et le Liban, pour l'Abysinie aux prises avec l'agression fasciste ; et en 1938, pour la Tunisie, lorsque tant de patriotes furent déportés à Borj-le-Bouf ! Azzam Pacha n'a-t-il pas déclaré aussi qu'il était pour la liberté de tous les pays du monde, lui qui, dès 1946, demandait l'indépendance du peuple allemand ? Chaque fois qu'un peuple veut sa liberté, nous sommes à ses côtés.

— Que pensez-vous de la déclaration du Dr Mohammed Mossadegh (chef du gouvernement iranien) au Caire : « Le moyen le plus efficace de défendre le Moyen-Orient serait de constituer un bloc qui comprendrait les pays arabes, l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Afrique du Nord » ?

— J'y ai pensé voici fort longtemps. Il fut question de cela au congrès de Karachi, où nous avons envoyé un délégué, Chadli Melki. N'y pouvant participer, j'ai, pour ma part, écrit un mes-

sur ce point : Ce que vous voulez pour vous, il faut le vouloir pour les autres.

Messali Hadj se souvient des luttes passées :

— Autrefois, dans ce même

Paris, nous avons manifesté.

En 1923-1926, pour soutenir l'émir Abdel Krim contre l'imperialisme hispano-français ; en 1935-1936, pour la Syrie et le Liban, pour l'Abysinie aux prises avec l'agression fasciste ; et en 1938, pour la Tunisie, lorsque tant de patriotes furent déportés à Borj-le-Bouf ! Azzam Pacha n'a-t-il pas déclaré aussi qu'il était pour la liberté de tous les pays du monde, lui qui, dès 1946, demandait l'indépendance du peuple allemand ? Chaque fois qu'un peuple veut sa liberté, nous sommes à ses côtés.

— Que pensez-vous de la déclaration du Dr Mohammed Mossadegh (chef du gouvernement iranien) au Caire : « Le moyen le plus efficace de défendre le Moyen-Orient serait de constituer un bloc qui comprendrait les pays arabes, l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Afrique du Nord » ?

— J'y ai pensé voici fort longtemps. Il fut question de cela au congrès de Karachi, où nous avons envoyé un délégué, Chadli Melki. N'y pouvant participer, j'ai, pour ma part, écrit un mes-

sur ce point : Ce que vous voulez pour vous, il faut le vouloir pour les autres.

Messali Hadj se souvient des luttes passées :

— Autrefois, dans ce même

Paris, nous avons manifesté.

En 1923-1926, pour soutenir l'émir Abdel Krim contre l'imperialisme hispano-français ; en 1935-1936, pour la Syrie et le Liban, pour l'Abysinie aux prises avec l'agression fasciste ; et en 1938, pour la Tunisie, lorsque tant de patriotes furent déportés à Borj-le-Bouf ! Azzam Pacha n'a-t-il pas déclaré aussi qu'il était pour la liberté de tous les pays du monde, lui qui, dès 1946, demandait l'indépendance du peuple allemand ? Chaque fois qu'un peuple veut sa liberté, nous sommes à ses côtés.

— Que pensez-vous de la déclaration du Dr Mohammed Mossadegh (chef du gouvernement iranien) au Caire : « Le moyen le plus efficace